



Les chemins de la mémoire.

Cette nouvelle rubrique veut être un regard sur l'histoire des gens de Pont-Péan de 1900 à aujourd'hui. Elle se propose de vous faire découvrir ceux et celles qui ont marqué de leur empreinte l'histoire de notre territoire et participé à la vie économique, éducative, sociale, religieuse, sportive et culturelle. Nous attendons vos réactions, vos suggestions, vos témoignages et le partage de vos souvenirs. Nous envisageons d'organiser des temps de rencontre pour échanger sur la manière de rendre vivante cette mémoire qui dort sur des étagères (écrits), dans des tiroirs (photos) ou dans les têtes (souvenirs). Merci d'avance de votre intérêt et de votre contribution.

Groupe histoire commission patrimoine.

XX^e siècle à Pont-Péan

La mine au cœur de la vie locale

2 avril 1904, un samedi noir à Pont-Péan! Une forte venue d'eau survient dans les profondeurs de la mine, noyant les galeries. Les travaux sont arrêtés, entraînant la suppression d'un millier d'emplois. De nombreux ouvriers partent chercher du travail ailleurs. La commune de Saint-Erblon, dont dépend Pont-Péan, est la plus touchée: elle perd 26 % de sa population entre 1903 et 1907. L'économie locale, tributaire du salaire des mineurs, accuse le coup.

L'inondation de 1904 met fin à une longue période de prospérité et de notoriété internationale. Ouverte en 1730, la mine emploie déjà près de

> 1 000 ouvriers en 1756. Les techniques de pointe qui y sont alors mises en œuvre servent de référence à la Grande Encyclopédie de Diderot d'Alembert. Mais c'est à la fin du XIXe siècle que la re-

nommée de la mine atteint son apogée, quand Pont-Péan devient le premier site extracteur de plomb argentifère de France, fournissant 80 % de la production nationale.

Au seuil du XX^e siècle, la situation devient moins florissante. La production décline et la mine frôle la fermeture en 1903. Mais elle fait toujours vivre une main-d'œuvre nombreuse et personne ne croit, en 1904, à un arrêt définitif de l'extraction du minerai. L'exploitation souterraine ne reprend pourtant pas et la mine disparaît de la « mémoire savante ». Les livres d'histoire ne présentent plus la Bretagne que



comme une terre de paysans et de marins, occultant son passé minier. Le souvenir de la mine persiste pourtant dans la « mémoire populaire », prompte à l'enjoliver : la mine de plomb devient mine d'argent...

L'activité qui continue en surface contribue sans doute à l'entretien de ce souvenir. Bien que l'extraction ait été arrêtée en 1904, un immense stock de déchets métallifères repose toujours sur le « carreau ». Pour le traiter, une nouvelle laverie est mise en place en 1907. Une usine d'engrais chimiques lui est adjointe en 1910. Cent soixante personnes travaillent alors « à la mine ».

L'espoir d'un nouvel âge d'or renaît en 1929, affermi par les articles enthousiastes





de la presse locale. La grande cité ouvrière, bâtie en auelaues mois. alors le ostentatoire de la relance

de l'activité et de l'embauche imminente de centaines d'ouvriers. Le dénovage de la mine commence en 1931, mais il est interrompu un an plus tard. C'est la faillite, suivie, en 1934, d'un procès qui met en lumière une vaste escroquerie.

Le traitement des déchets métallifères reprend encore de 1937 à 1941, puis de 1951 à 1955. Les stocks sont alors épuisés et les ouvriers licenciés. Les sables et les graviers, pauvres en minerai, sont ensuite vendus comme matériaux routiers dans la région rennaise. La page industrielle de Pont-Péan est cette fois définitivement tournée.

Témoin des dernières années de prospérité, le bâtiment des bureaux a échappé à



l'effacement des traces de ce passé industriel. Depuis son inscription au titre des monuments historiques, en 1985, il est peu à peu devenu emblématique l'histoire l'édifice de communale.

Journées du patrimoine

Lors des journées européennes patrimoine, les 17 et 18 septembre 2011, l'association Galène propose des animations.

"En savoir plus" Vous pouvez consulter les sites : Inventaire du patrimoine de Véronique Orain, http://patrimoine.regionbretagne.fr Galéne, www.galene.fr Jean Pierre Cudennec "Au fil du temps", http://envor2004.free.fr

Deux visites guidées sont organisées sur le site de l'ancienne mine de plomb argentifère de Pont-Péan. Elles se dérouleront l'aprèsmidi **à partir de 14h30**. Le rendez vous est fixé à la chapelle de Pont-Péan (ancien vestiaire des mineurs).

A l'issue de cette visite, le public pourra assister à la présentation de conçue par itinérante l'exposition Galène

Le week-end sera également marqué par la représentation théâtrale de la compagnie Patrick Cosnet : « La femme du mineur » le samedi 17 septembre à 20h30 à l'Espace Beausoleil.

Cette pièce retrace la vie des mineurs dans les exploitations ardoisières d'Anjou, sur fond de luttes sociales pendant la guerre 1914-1918.

La billetterie pour le théâtre est ouverte et une permanence sera assurée au stand Galène, lors du forum des associations le 10 septembre 2011.

Tarif: 12€

Tarif réduit : 6 € et gratuit pour les -12 ans

Renseignements complémentaires:



Vie Communale

XX^e siècle à Pont-Péan Gens de la mine

1902 - À la mine, c'est encore la quiétude. Lundi 20 octobre - Jour de travail.

Une foule d'hommes accompagnés de quelques femmes, rallie la mine à l'heure de l'embauche. Ils arrivent à travers champs, par les « chemins des minons ». Ils sont mineurs, manœuvres, laveurs, pompiers, boiseurs... La plupart d'entre eux viennent des communes de Bruz, Saint-Erblon et Laillé, où ils sont souvent loaés chez l'habitant.

À 51 ans, François Quéré est déjà un vieux mineur. Il presse le pas pour ne pas manquer à l'appel. Sinon, il ne descendrait pas au fond et perdrait sa journée. Il vit au Châteaunoble, un auartier ouvrier de Pont-Péan aui a depuis fait place à un centre commercial. quarantaine d'habitants du quartier travaillent comme lui à la mine. Les uns sont des descendants de mineurs venus de Basse-Bretagne au XVIIIe siècle, qui s'étaient Pont-Mahaud regroupés au Châteaunoble. Les autres sont arrivés depuis seulement quelques années. Ils sont tous originaires de la région de Poullaouen, dont ils ont gardé la langue, le costume et les coutumes.

C'est en breton que François Quéré s'adresse à son camarade Louis Riou, un charbonnier. Il espère être placé dans un bon filon car si les

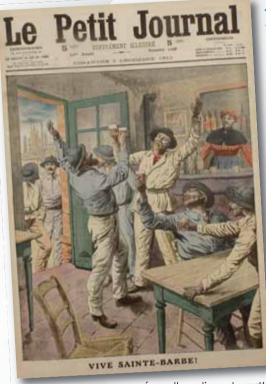
LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE Mineurs Manceuvres 17%

> mineurs sont des tâcherons, payés à la tonne abattue, leur salaire dépend aussi de la proportion de minerai et peut ainsi varier du simple au double. Certains, mal placés, ont même dû renoncer au cidre et au lard après n'avoir relevé que de la pierre. Ce mode de rémunération inégalitaire, imposé par les administrateurs de la société, est une source de rancœur, mais ne suscite pourtant pas de revendications. Le climat social reste calme. malgré une présence syndicale établie depuis 1896. Il faut dire que les accidents sont devenus beaucoup plus rares et que les ouvriers ne tarissent pas d'éloges sur leur nouveau directeur, Jean-Claude Gollion.

> Louis Trochu, secrétaire, et Pierre Roussel, comptable, sont déjà dans les bureaux et commentent les élections de la veille : tout le personnel « du fond et du jour », 89 femmes et 880 hommes, était appelé à voter à la mairie de Saint-Erblon. En application de la loi du 29 juin 1894, il fallait renouveler, comme chaque année, le tiers du conseil d'administration de la caisse de secours et de retraites. En contrepartie d'un travail pénible et dangereux, le personnel des mines bénéficie déjà d'une assurance maladie et d'une assurance vieillesse obligatoires, bien avant les autres professions industrielles et agricoles.



Dossie



Jeudi 4 décembre -Jour de fête.

Au mépris d'un froid alacial, un lona cortège quitte la mine, précédé de clairons et de tambours, Jean-Claude Gollion marche en tête, suivi d'une file de mineurs et d'ouvriers. Ils parviennent bientôt à Bruz, où les attendent ceux qui ont voulu prendre part à la grande fête traditionnelle. Le 4 décembre est un jour chômé pour les mineurs, qui célèbrent \$ainte Barbe, leur patronne. La journée commence par une cérémonie religieuse. Cette

année, elle a lieu dans l'église de Bruz, trop petite pour accueillir les trois mille personnes présentes. Au retour, une joyeuse animation règne dans les auberges de Pont-Péan. La gratification que la société vient de verser à chaque ouvrier n'y est sans doute pas étrangère. La fête des mineurs se prolonge tard dans la nuit, chaque maison recevant, à tour de rôle, les ouvriers voisins.

1904 - La consternation Lundi 8 août - Jour de colère.

Rien ne va plus depuis l'inondation du 2 avril. La mine a été rachetée en juin, mais l'exploitation n'a pas repris et la dernière machine à vapeur s'est tue ce matin. C'est la fin. Une rumeur circule à Rennes : d'importantes forces de gendarmerie auraient réfréné les violentes manifestations qui se seraient produites à l'arrêt des pompes. Mais la rumeur a grossi les faits. Il a suffi de l'intervention des gendarmes Collet et Chevet, de la brigade de Bruz, pour calmer une cinquantaine d'ouvriers courroucés. Dans son édition du 9 août, l'Ouest-Éclair titrera « À la Mine de Pont-Péan - Une émeute qui se réduit à rien ».

Tout espoir est désormais perdu et des centaines d'ouvriers doivent chercher un nouvel emploi. Les plus jeunes n'hésitent pas à partir. Jean-Marie et Célestin Jouault, deux frères âgés respectivement de 21 et 24 ans, trouvent du travail aux mines de La Ferrière-aux-Étangs, dans l'Orne. Célestin reviendra, quelques années plus tard, à l'usine d'engrais de Pont-Péan.

D'autres restent et reprennent leur ancienne activité. René Garçon était ouvrier maçon avant d'entrer à la mine, en 1894. Quand il en sort, en 1904, il a 39 ans, deux jeunes enfants et son épouse tient une auberge à Laillé. Il se remet alors à son métier initial.



Livret d'ouvrier de René Garçon

Mais ceux dont l'âge est déjà avancé ne parviennent pas à retrouver un gagne-pain et leurs familles connaissent bientôt la misère. Les municipalités ouvrent des souscriptions pour leur venir en aide. La commune de Bruz embauche des chômeurs comme cantonniers. Celle de Laillé nourrit gratuitement les enfants de mineurs. Les conseillers généraux votent en urgence un crédit de secours de cinq mille francs. L'abbé Gosselin, recteur de Saint-Erblon, écrit au cardinal Labouré pour lui demander d'encourager un appel à la charité. Après lui avoir envoyé deux cents francs, le cardinal fait publier la lettre du recteur dans la presse locale en invitant les lecteurs à déposer un don au secrétariat de l'archevêché. Partout, on s'émeut du sort des gens de la mine.

La commission patrimoine

Vie Communale Dossier

La mine, côté patrons.

Jean-Claude Gollion Le bon sens qui dérange.

Un ingénieur lyonnais, Jean-Claude Gollion, emménage durant l'été 1898 dans la grande maison patronale de la Clôture. Il vient de quitter les mines de Campagnac, dans l'Aveyron, pour prendre la direction de celle de Pont-Péan.

Jean-Claude Gollion remarque bientôt le talon d'Achille de l'exploitation

et s'en inquiète. La machine d'extraction du République est toujours Par contre, la machine de la performante. d'épuisement a perdu de l'efficacité avec l'approfondissement des travaux. Jean-Claude Gollion se refuse à faire descendre les mineurs dans des galeries qui pourraient être soudainement submergées. Il insiste pour obtenir les crédits nécessaires à l'achat de nouvelles pompes. Mais, pour assurer ainsi la sécurité du personnel et l'avenir de l'exploitation, il faudrait consentir à une réduction momentanée des bénéfices. Le président du conseil d'administration, Jean-François Gicquel, ne veut rien entendre. Le 26 mars 1903, lors d'une assemblée générale extraordinaire, Jean-Claude Gollion explique encore que la mine est dans une situation critique et qu'il est urgent de changer la machine d'épuisement. Excédé, Jean-François Gicquel le congédie sur-le-champ et le remplace par Maurice Jeantet, le directeur des mines de Vieux-Vv-sur-Couesnon. De nouveaux administrateurs. nommés octobre. en consentent enfin à commander les pompes. Mais il est trop tard. Avant leur livraison, une voie d'eau a raison de la mine qui est alors vendue aux enchères.

Georges et Léon Delambre Une chapelle à la mine.

Un rapport établi peu après la vente conclut, à tort ou à raison, qu'une reprise de l'exploitation ne serait pas rentable. Ainsi, lorsque la société adjudicataire de la mine en prend possession, elle s'est déjà résolue à l'abandon des travaux.



Elle dépêche à Pont-Péan l'un de ses ingénieurs, Georges Delambre, qui fait arrêter les machines le 8 août 1904. Un petit groupe d'ouvriers le prend immédiatement à partie et le séquestre dans un bureau. Deux gendarmes, venus le délivrer, le raccompagnent jusqu'à son hôtel rennais, poursuivi par les ouvriers. Quand il revient, dix jours plus tard, la colère est retombée. Les machines sont alors démontées. Certaines partent en Nouvelle-Calédonie,

d'autres au Transvaal.
Georges Delambre ne
quittera plus Pont-Péan,
bientôt rejoint par son
frère Léon, chimiste. En
1907, les deux frères
rachètent les terres et
bâtiments de la mine. Ils
établissent aussitôt une
nouvelle laverie de
minerai, puis une usine
d'acide sulfurique et de
superphosphates.



Mais la marque qu'ils ont laissée n'est pas directement liée à leur activité. En 1908, un concours de circonstances amène le recteur de Saint-Erblon à se démettre de sa charge. Sur sa demande, il est alors nommé « chapelain de la mine ». Georges Delambre lui prête un bâtiment désaffecté pour en faire un lieu de culte. Le vestiaire des mineurs devient ainsi « la chapelle de la mine ». Bien plus tard, en 1942, la famille Delambre en fera don au diocèse afin d'appuyer la demande d'habitants qui militent pour l'érection de Pont-Péan en paroisse.

Jean Dufourg

Un brasseur d'affaires peu scrupuleux.

Jean Dufourg se présente opportunément en 1928, quand l'entreprise des Delambre est mise en difficulté par « La Bordelaise », une grande société qui distribue les engrais à prix cassés. Il a, dit-il, l'intention de relancer la mine et rachète les immeubles industriels.

Jean Dufourg fait miroiter une renaissance prodigieuse, qui se limite finalement à un début de dénoyage des galeries au moyen de puissantes pompes électriques. Comme il ne règle pas ses factures d'électricité, le courant est coupé le 19 février 1932. Quand il faut, ce jour-là, remonter précipitamment le matériel,

un chef de service, Fernand Roulland, fait une chute mortelle dans le puits du Midi. Les travaux sont aussitôt arrêtés. La grande cité ouvrière, bâtie en 1929 pour loger les mineurs, n'aura servi qu'à appâter une foule de petits épargnants crédules. Des démarcheurs persuasifs les y amenaient par cars et leur faisaient souscrire des actions à l'issue des visites. Une grande partie des capitaux ainsi drainés avait permis à Jean Dufourg de renflouer ses sociétés de Saint-Brieuc. En 1934, il est condamné à quatre ans de prison pour escroquerie et abus de confiance.

Marcel Moroge

Doss

Une conduite ambiguë sous l'Occupation.

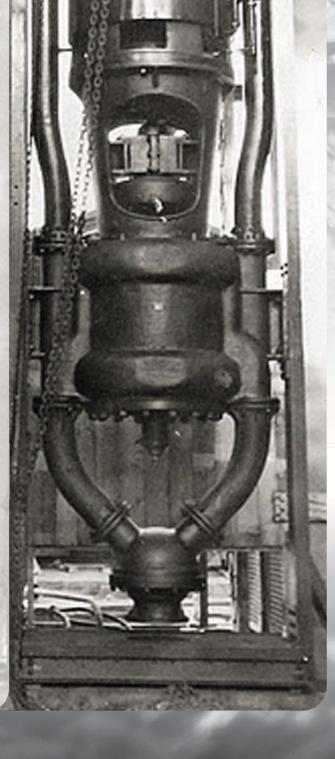
Le traitement des déchets métallifères reprend en 1937, sous la direction de Marcel Moroge, un ingénieur qui travaillait déjà à Pont-Péan pour Jean Dufourg. Quand la guerre éclate, il conclut un marché avec l'armée britannique, stationnée à Bruz. Jusqu'en juin 1940, les Anglais viennent enlever du sable à la mine. Les Allemands prennent ensuite le relai.

L'usine de Pont-Péan est fermée en août 1941, après le départ de Marcel Moroge pour Vieux-Vysur-Couesnon. Il y relance l'exploitation des mines de la Touche, dont les Allemands ont décidé la réouverture. Il entretient alors de bonnes relations avec l'occupant, recevant même chez lui des officiers supérieurs. Cependant, des jeunes gens réfractaires au STO sont embauchés sous de faux noms à la Touche et n'y seront jamais inquiétés... Un bruit court au début de l'année 1944. Les Allemands ont besoin de pyrite pour produire l'acide sulfurique employé dans la préparation d'explo-

sifs. Pour s'en procurer, ils envisageraient de réquisitionner l'usine de Pont-Péan et d'en confier la direction à Marcel Moroge. Mais la guerre touche à sa fin et, le 24 juin, l'usine est bombardée par l'aviation angloaméricaine.

À la Libération, Marcel Moroge est arrêté à deux reprises par les résistants et livré aux autorités rennaises. Il est chaque fois remis en liberté, puis il disparaît...

La commission patrimoine



Jean Dufourg



« Erratum. Le dossier patrimoine du dernier bulletin ayant été malencontreusement coupé d'un de ses paragraphes, nous vous proposons à nouveau l'article sur l'Abbé Gosselin entier et remis en page. »

L'abbé Gosselin

Un bâtisseur tenace

Julien Jean Marin Gosselin naît le 14 octobre 1843 à Vieux-Viel, où son père est tisserand, près de Pleine-Fougères. Entré dans les ordres, il est d'abord envoyé en qualité de vicaire dans sa paroisse natale. Il est ensuite nommé à Corps-Nuds, où il côtoie Arthur Regnault, un personnage marquant de l'architecture religieuse en Ille-et-Vilaine. Cet architecte, fils d'un médecin de Bain-de-Bretagne, s'est déjà fait connaître par ses réalisations de style gothique et ses clochers bretons. Il s'attache maintenant à la conception d'églises orientalisantes et celle de Corps-Nuds, construite de 1881 à 1890, en est le prototype. Durant ces années, l'abbé Gosselin manifeste un vif intérêt pour la construction.

En octobre 1899, l'abbé Gosselin est promu recteur de Saint-Erblon. Il succède à l'abbé Joseph Gicquel qui vient de décéder. Sa première préoccupation est de parvenir à rebâtir l'église. La partie ancienne menace de tomber en ruine et celle qu'avait reconstruite l'abbé Gicquel, notamment la tour, « est loin de satisfaire le goût d'un architecte sérieux ». Malgré les violentes querelles qui opposent alors l'Église et la République, l'abbé Gosselin multiplie les démarches, tant à l'archevêché qu'à la préfecture. Il se démène aussi pour réunir par souscription les fonds nécessaires à la reconstruction et pour obtenir du bois et autres matériaux. Sa ténacité est récompensée au début de l'année 1908, quand il est autorisé à entreprendre les travaux à partir de plans d'Arthur Regnault.

L'élan brisé

Dès le début des travaux, l'abbé Gosselin exhume les restes de Jean Courtois, ancien maire et conseiller général, qui avait été enseveli en 1861 dans le vieux cimetière contigu à l'église. Un nouveau cimetière avait été créé en 1865. Une dizaine d'années plus tard, la municipalité, dont le maire était alors le propre fils de Jean Courtois, avait décidé d'y transférer les restes des morts enterrés près de l'église. En 1908, nul ne peut donc imaginer la présence de restes humains dans le cimetière désaffecté depuis plus de trente ans. Quand il découvre ceux de Jean Courtois, l'abbé

Gosselin les « recueille pieusement et les traite avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ». L'archevêque, Monseigneur Dubourg, lui fait pourtant grief de cette exhumation et lui impose sa démission.

À Saint-Erblon, personne ne comprend cette sentence. Les raisons de la brusque révocation de l'abbé Gosselin ne semblent ni claires, ni motivées. De plus, la population s'est attachée à cet homme qui avait lancé, en 1904, une poignante exhortation en faveur des ouvriers ruinés par la fermeture de la mine.

Pour des familles ouvrières

A la mine de Pontpean. -- Plus de travail, plus de pain. -- Un touchant appel à la pitie publique.

Le rénérable recteur de St Erblon vient d'adresser à S. E. le cardinal Labouré la lettre ci-après que nous recommandons à la bienveillante attention de nos lecteurs.

Saint-Erblon, le 11 octobre 1904.

Eminence, La cessation de tout travail à la mine de Pontpéan, par suite de la liquidation de la Compagnie, a porté la désolation et la ruine

parmi nos ouvriers mineurs.

Actuellement, 400 personnes : ouvriers, femmes et enfants d'ouvriers, manquent des choses essentielles à la vie. Beaucoup sont incapables de trouver du travail ailleurs à cause de leur age avancé ; un grand nombre sont chargés de famille, quelques-uns ont six et sept enfants.

Partout la misère est à son comble. Ainsi, dans une de mes visites à ces malheureux, j'ai trouvé une mère obligée de recourir à l'eau de la fontaine pour calmer les cris d'un enfant de six mois. Elle n'avait pas le moyen d'acheter du lait.

A la vue d'une telle situation, et à l'entrée de l'hiver, j'ai pensé qu'un appel à la charité chrétienne serait entendu, surtout s'il était encouragé par le Premier Pasteur du diocèse.

C'est dans cette espérance, Monseigneur, que j'ai osé vous faire connaître le triste état d'un grand nombre de mes paroissiens. Agréez, etc.

J. Gosselin, Recteur de Suint Erblon.

Mgr Labouré a aussitôt adressé 200 fr. à M. le recteur de Saint-Erblon.

Les souscriptions sont reçues au secréta riat de l'Archevêché.

"L'Ouest-Eclair - 15 octobre 1904"



Au matin du 8 avril 1908, le maire, Louis Benoist, réunit en urgence le conseil municipal pour intercéder en faveur du recteur.

Le conseil « proteste énergiquement et à l'unanimité de ses membres présents contre le déplacement de Monsieur l'Abbé Gosselin et supplie Monseigneur l'Archevêque de vouloir bien le maintenir à Saint-Erblon ». Mais la protestation reste sans effet et l'abbé Gosselin se retire à Pont-Péan où il a été nommé, sur sa demande, « chapelain de la mine ».

Le chapelain de la mine

Au début du XX° siècle, Pont-Péan n'est pas encore une paroisse et n'a pas de lieu de culte. Il y avait autrefois une chapelle au village de Teslé (on écrit maintenant Tellé), mais elle n'a pas survécu à l'Ancien Régime. En 1645, Jacques Frogerais y disait deux messes par semaine, le jeudi et le dimanche. On y célébrait aussi des mariages, comme celui d'une fille du chirurgien de la mine, Jeanne Chalain, avec le marchand rennais Guillaume Delalanne, en 1747. Pendant la Révolution, la chapelle de Teslé était encore un lieu de culte

occasionnel et clandestin. Deux prêtres réfractaires de Saint-Erblon, Alexandre Duclos et Joseph-Charles Tizon, venaient parfois y officier secrètement le dimanche. Mais, le 15 août 1799 (28 thermidor an VII), elle a été vendue comme « bien national » à Pierre-Jean Paignon, de Chartres, et convertie en bâtiment de ferme avant d'être détruite.

En 1908, l'abbé Gosselin s'apitoie toujours sur la détresse des familles de mineurs et ne se résigne pas à les quitter. S'il ne peut subvenir à leurs besoins matériels, il veut au moins leur apporter un peu de réconfort moral et leur offrir une chapelle à Pont-Péan.

Georges et Léon Delambre, qui ont racheté la mine un an plus tôt, lui prêtent un bâtiment devenu inutile, le vestiaire des mineurs. L'ancien recteur de Saint-Erblon entreprend aussitôt sa transformation en chapelle, dirigeant luimême les travaux. Avec des matériaux récupérés sur le carreau, il bâtit un clocher accolé au bâtiment. Un menuisier de Saint-Erblon, Pierre-Marie Blandel, construit un autel et son fils en sculpte les statuettes. C'est sans doute à cette occasion qu'Emmanuel Saulnier, apprenti du menuisier, se prend d'engouement pour la sculpture. Après s'être fait la main sur des betteraves mûres, il va façonner à son tour de nombreuses figurines religieuses, taillées dans des bois d'essences locales...

Quand il s'installe à Pont-Péan, l'abbé Gosselin a besoin d'un logement. En l'absence de presbytère, il élit d'abord domicile dans la partie nord du vestiaire des mineurs, où il aménage quelques pièces. Mais elles sont si humides qu'il est ensuite hébergé à la Clôture, perclus de rhumatismes. Il dessert la chapelle jusqu'à sa mort, survenue



à Pont-Péan le 31 mars 1915. Le « vénérable et discret Messire Julien Gosselin » rejoint alors ses anciens paroissiens, dans le cimetière de Saint-Erblon.

La commission patrimoine.

Viecommunale

Dossier patrimoine

Le sport sous l'Occupation

Le sport, affaire de l'État.



Dès l'été 1936, le Front populaire déploie ses efforts pour permettre à tous les Français d'accéder aux loisirs et aux sports. Quelques années plus tard, c'est la guerre, la défaite et l'invasion. Le gouvernement de Vichy mène alors une politique sportive fortement inspirée de celle du Front populaire. Son Commissariat général à l'éducation générale et aux sports, le CGEGS, développe l'éducation physique à l'école et encourage les municipalités à acquérir des terrains pour y aménager des stades. Il lance aussi une grande campagne de propagande, avec pour slogan «Le terrain de sports est un champ de santé ». La pratique sportive fait alors un bond qu'on attribue, à Vichy, à une sensibilité massive aux mots d'ordre du Maréchal. En réalité, beaucoup de sportifs semblent totalement indifférents à la propagande gouvernementale. Ils ne cherchent qu'une distraction, une façon d'oublier momentanément la dureté de la vie sous l'Occupation.

Les débuts de l'USPP, en 1942.

En 1942, la municipalité de Saint-Erblon est la première du département à suivre les instructions officielles en matière d'éducation. Pour aménager à Pont-Péan un « terrain scolaire de sports et d'éducation physique », elle achète la parcelle occupée par la gare des Tramways d'Ille-et-Vilaine qui a été déclassée après la fermeture de la ligne en 1937. Le terrain est

Un mois plus tard, les membres de l'USPP travaillent à l'aménagement d'un terrain de football dans un champ bordant l'emplacement de la gare. Ils coopèrent ensuite à la réalisation du terrain scolaire, encadrés par Jean Portal et un commerçant de Pont-Péan, Joseph Cambert, dit Crambert. Sous l'impulsion d'un cultivateur de Teslé, Jean-Louis Morel, paysans, ouvriers, artisans et jeunes aens nivellent les terrains,



plat, en bordure de route et proche de l'école. Il est en tous points conforme aux critères retenus par le CGEGS pour l'attribution de subventions. Les travaux sont réalisés à moindre coût, grâce au concours d'une association qui vient de se constituer à l'instigation de Jean Portal, un ingénieur rennais réfugié à Pont-Péan. Le 21 février, lors de sa première assemblée, l'association s'est donné le nom d'Union Sportive Pont-Péannaise, l'USPP.

tracent les pistes, plantent les agrès... Ils déplacent même l'ancienne gare sur des rouleaux et la compartimentent pour en faire un vestiaire. Des waters seront construits par la suite avec des briques prises à la mine.

L'USPP obtient bientôt un agrément définitif, après la constitution d'un comité directeur très ouvert. Le président, Jean Portal, est assisté de trois vice-présidents : Joseph Crambert, l'abbé Pierre Fossé et un mécani-

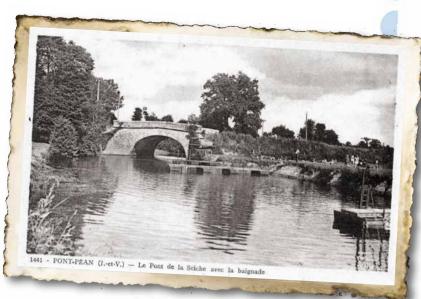
Le colonel Pascot à Rennes et en Ille-et-Vilaine Le commissaire général aux Sports et à l'Éducation Générale a visité les belles réalisations de Faugères et de Pont Péan cien agricole, Henri Bossard. L'instituteur René Mallet est secrétaire et le commerçant Edmond Sauvaget trésorier. Le comité compte aussi deux présidents d'honneur : un lieutenant-colonel en retraite, Martial Labesse, et l'adjoint faisant fonction de maire de Saint-Erblon, Jean-Marie-Frédéric Froger.

L'inauguration des terrains de sport, le 19 juillet, remporte un franc succès. Elle rassemble près de deux mille personnes et fait entrer en caisse plus de vingt-deux mille francs. Le comité décide aussitôt d'affecter une partie de cette somme à l'envoi de colis aux Saint-Erblonnais prisonniers en Allemagne. Les fonds servent aussi à venir en aide aux veuves de guerre, ainsi qu'aux familles « méritantes et nécessiteuses » de la commune. De plus, grâce aux dons des membres du comité, l'USPP subventionne la création d'une bibliothèque scolaire à Pont-Péan.

En novembre, le colonel Pascot, commissaire général aux sports du gouvernement de Vichy, effectue une visite officielle de deux jours en Ille-et-Vilaine. Le dimanche 22, il vient à Pont-Péan, ayant tenu à visiter le terrain scolaire d'éducation physique. Il déclare y trouver un « témoignage de l'engouement suscité dans nos campagnes par les disciplines nouvelles » et exprime sa « satisfaction de voir que les directives du Maréchal aient été aussi fidèlement suivies ». Le colonel Pascot promet d'accorder à la commune de Saint-Erblon une subvention complémentaire pour l'achat de son matériel sportif, parce qu'elle a été à l'avant-garde du mouvement. Le petit stade modèle de Pont-Péan sera cité en exemple dans la presse nationale.

Les fêtes sportives de l'été 1943.

Le 18 juillet 1943, la fête annuelle de l'USSP prend la forme d'un « grand gala de bienfaisance au profit des prisonniers de guerre ». Au programme : mouvements d'ensemble et danses folkloriques par les jeunes de l'USPP, exercices de gymnastique et acrobaties, démonstrations de basket-ball par les équipes féminines de Pont-Péan et de l'Ouest-Rhédonia de Rennes, démonstrations de football par l'USPP et la Jeanne d'Arc de Bruz.



Des billets de tombola sont mis en vente. Le premier lot est un vélo d'homme, le second une demi-barrique de cidre.

Une semaine plus tard, c'est à nouveau la fête. L'USPP a construit trois pontons, des plongeoirs et un abri près du pont sur la Seiche. Un bassin de natation, destiné en priorité aux enfants des écoles, est ouvert depuis le mois de juin. Une monitrice vient y donner des leçons de crawl, sous la surveillance bénévole d'un retraité. « La piscine » est inaugurée le 25 juillet 1943, à l'occasion de la Journée Nationale de la Natation. Le jour de l'inauguration, quatre-vingt-douze jeunes nageurs passent leur brevet scolaire. Les spectateurs assistent ensuite à des épreuves de natation et de plongeon, ainsi qu'à un match de water-polo opposant deux équipes rennaises du Cercle Paul Bert. Un journaliste de l'Ouest-Éclair résume l'événement en ces termes: « Cette manifestation, présidée par M. Vivet, directeur départemental de l'Éducation générale et des Sports d'Ille-et-Vilaine, a attiré une foule considérable qui a pu admirer le bel aménagement de baignade scolaire et sportive réalisé par le Conseil municipal de Saint-Erblon et le Comité de l'Union Sportive Pont-Péannaise, sur les directives et avec l'aide financière du Commissariat général aux Sports »...

Soixante-dix ans se sont écoulés et la physionomie de Pont-Péan a bien changé. Les terrains de sport ont fait place à des habitations et il ne reste plus de trace de « la piscine ».

La commission patrimoine.